

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 34/014/2008 – ÉFAI  
20 mai 2008

Action complémentaire sur l'AU 238/05 (AMR 34/038/2005 du 14 septembre 2005) et ses mises à jour (AMR 34/001/2006 du 13 janvier 2006, AMR 34/009/2006 du 16 mars 2006 et AMR 34/002/2008 du 7 février 2008) – Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

GUATÉMALA      Fredy Peccerelli (h), directeur de la Fondation guatémaltèque d'anthropologie médico-légale (FAFG)  
Bianka Peccerelli Monterroso (f), sœur de Fredy Peccerelli  
Omar Bertoni Girón (h), responsable du laboratoire de la FAFG et mari de Bianka Peccerelli Monterroso  
Gianni Peccerelli (h), frère de Fredy Peccerelli  
ainsi que les autres membres de la FAFG  
Nouvelles personnes menacées :  
José Samuel Suasnavar (h), directeur adjoint de la FAFG  
Leonel Paiz (h), directeur du département d'archéologie de la FAFG

---

Le 19 mai, Fredy Peccerelli a reçu un message électronique contenant des menaces de mort visant lui-même, sa sœur et quatre membres éminents de l'organisation qu'il dirige, qui exhume les corps de personnes enterrées dans des charniers pendant la guerre civile. Des témoins du génocide perpétré au Guatemala dans les années 1980 ont récemment achevé de fournir leurs déclarations à un tribunal de Guatemala. Cette instance représente les autorités judiciaires espagnoles dans le cadre d'une affaire de génocide actuellement jugée en Espagne, dans laquelle d'anciens hauts responsables de la junte militaire du début des années 1980 sont poursuivis. Amnesty International pense que la médiatisation du procès est à l'origine de ces dernières menaces.

Fredy Peccerelli est directeur de la Fondation guatémaltèque d'anthropologie médico-légale (FAFG). Les menaces qu'il a reçues ont également été envoyées à sa sœur, Bianka Peccerelli Monterroso, et à trois autres membres de la FAFG : Omar Bertoni Girón, le mari de cette dernière, José Suasnavar et Leonel Paiz.

Le contenu de ce message était le suivant : « *Votre heure est venue, bande de salopards. Vous êtes surveillés et on va vous tuer. Freddy on va te botter le cul, Omar est sous surveillance à l'université, son diplôme ne pèsera pas lourd, son bonheur d'être père ne durera pas longtemps, on va violer sa femme et la renvoyer en petits morceaux à la FAFG. Sales révolutionnaires ! Au diable votre sécurité, vous êtes tous surveillés, Freddy, ton heure va bientôt venir, puis ce sera le tour des autres membres de ton institution, tu n'auras jamais l'occasion de témoigner, espèce de fils de pute. La liste est longue, mais on va tous vous tuer, et ta famille sera la première, foutu Freddy.* »

Dans la matinée du jour où ces menaces ont été envoyées, un article relatif à la dernière journée d'audition des témoins est paru dans l'un des principaux quotidiens guatémaltèques, *Prensa Libre*, accompagné de la photo d'une exhumation sur laquelle on pouvait voir une pancarte portant le sigle FAFG. Un tribunal espagnol recueille actuellement des éléments contre huit hommes, dont d'anciens officiers de l'armée, poursuivis pour génocide. Sa demande de témoignages a été formulée en 2006, mais ce n'est que maintenant, pour la première fois, que des témoins ont pu fournir leurs déclarations à un tribunal guatémaltèque dans le cadre de ce procès.

Le 20 mai, le juge présidant la séance consacrée à ces témoignages au Guatemala, Eduardo Cojulún, a déclaré publiquement qu'il avait reçu, au cours du week-end précédent, un appel téléphonique de menaces liées à son rôle dans ce procès.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

La Fondation guatémaltèque d'anthropologie médico-légale (FAFG) contribue aux poursuites judiciaires engagées contre des membres de l'ancien gouvernement militaire du Guatemala, en procédant à des enquêtes médico-légales et à des exhumations de charniers.

En février 2008, Fredy Peccerelli, son frère Gianni Peccerelli, sa sœur Bianka Peccerelli Monterroso et le mari de celle-ci, Omar Bertoni Girón, ont reçu des menaces de mort le jour de la publication d'un article de journal au sujet des témoignages qui devaient être fournis en Espagne par des témoins du génocide, ainsi que d'un autre article annonçant une réduction du nombre de policiers affectés à leur protection personnelle.

En 2002, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a demandé que Fredy Peccerelli, José Suasnavar, Leonel Paiz, les autres membres de la FAFG et leurs proches bénéficient de mesures de protection. En 2006, la Cour interaméricaine des droits de l'homme a renouvelé cette requête, en demandant qu'une enquête soit menée. Les mesures prises ne semblent pas avoir été suffisamment efficaces, et à la connaissance d'Amnesty International, personne n'a encore été déféré à la justice pour aucune des menaces reçues par les membres de la FAFG.

### **ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- déclarez-vous très inquiet pour la sécurité de Fredy Peccerelli, José Suasnavar, Leonel Paiz, Omar Bertoni Girón et Bianka Peccerelli, qui ont été menacés de mort le 19 mai ;
- exhortez les autorités à prendre sans délai des mesures afin d'assurer efficacement la protection des membres de la FAFG et des proches de Fredy Peccerelli, comme l'ont demandé la Commission interaméricaine des droits de l'homme en 2002 et la Cour interaméricaine des droits de l'homme en 2006 ;
- priez-les d'ordonner immédiatement une enquête approfondie sur ces menaces et celles reçues le 2 février 2008, afin d'identifier les responsables présumés de ces agissements et de les traduire en justice dans les plus brefs délais ;
- rappelez aux autorités qu'en vertu de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, les défenseurs des droits humains sont en droit de mener librement leurs activités sans restriction ni crainte de représailles.

#### **APPELS À :**

##### Ministre de l'Intérieur :

Carlos Vinicio Gómez Ruíz, Ministro de Gobernación

6ª Avenida 13-71, Zona 1, Palacio de la Policía Nacional Civil, Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 2413 8888 (veuillez dire « *por favor, tono de fax* » – uniquement pendant les heures de bureau ; heure locale : TU + 7h)

Formule d'appel : *Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,*

##### Responsable des services du procureur spécial chargé des défenseurs des droits humains :

Rosa María Salazar Marroquín

Jefa de la Sección de Derechos Humanos, Ministerio Público

10ª Calle 10-14, Zona 1, Edificio UP, 5º nivel, Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 2230 6033 (veuillez dire « *por favor, tono de fax* » – uniquement pendant les heures de bureau ; heure locale : TU + 7h)

Formule d'appel : *Estimada Fiscal, / Madame,*

#### **COPIES À :**

##### Fondation guatémaltèque d'anthropologie médico-légale :

Fundación de Antropología Forense de Guatemala (FAFG)

Avenida Simeón Cañas 10-64, Zona 2, Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : +502 2288 7297

+502 2288 7302 (si une personne décroche, veuillez dire « *por favor, tono de fax* » ; si vous entendez un message de répondeur, appuyez sur la touche d'envoi après le signal sonore)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.** APRÈS LE 2 JUILLET 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.